

REGARDS CROISÉS SUR LE PAL

Nous avons déjà présenté le Plan d'Aide à la Lecture (PAL92) mis en place par le département des Hauts de Seine avec l'assistance technique et pédagogique de l'École Normale d'Antony (AL n°27, sept.89, p.14 et n°29, mars 90, p.103).

Rappelons néanmoins que le Plan d'Aide à la Lecture est entièrement financé par le Conseil Général des Hauts-de-Seine. Pour 1990/91, le budget total s'est élevé à 6 millions de francs. 3000 enfants "en difficultés" ont bénéficié de ce plan. Concrètement, 300 "modules" sont répartis dans 62 sites (quartiers) des 31 communes sur 36 du département qui ont souscrit au plan.

Chaque module regroupe 10 à 12 enfants pour 3h30 d'activités (hors temps scolaire) par semaine pendant un semestre, soit un total d'une soixantaine d'heures.

En juin dernier, au cours d'une réunion, un bilan des deux premières années de fonctionnement a été fait et de nouvelles orientations ont été définies.

Jean-Pierre BÉNICHOU présente ici des extraits du compte-rendu de cette réunion. Compte rendu qui fera, par ailleurs, l'objet d'une publication à paraître prochainement.

PRATIQUES

Un bilan à mi-course de l'année 1990-91 a été publié fin avril, à partir des contributions écrites des animateurs de sites. Ce rapport décrit et analyse les activités conduites lors du premier semestre. Il avait alors été décidé qu'on procéderait autrement, au second semestre, et qu'on organiserait une séance de travail réunissant 3 à 5 représentants de chaque site.

C'est ainsi que plusieurs dizaines d'élus, de parents d'élèves, de travailleurs sociaux, de membres d'association ou de syndicats, accompagnés de responsables et/ou d'animateurs de sites ont été réunis pour établir le bilan de l'année qui s'achève et définir les orientations de l'exercice suivant. Au total, 220 personnes ont répondu à notre invitation pour un travail en commun. L'esprit de la séance était de se donner les moyens d'approfondir des questions restées en suspens et non d'entendre une série de communications.

Par souci d'efficacité, la matinée a été structurée autour de 4 thèmes, précédés par un défilé d'images sans commentaires et suivis par les deux seules communications dont il nous semblait, qu'institutionnellement parlant, elles étaient nécessaires: l'une du Directeur général des services administratifs du département (au nom du commanditaire de l'action), l'autre de l'Inspecteur d'Académie (au nom de l'État en charge des problèmes d'éducation). Chaque thème introduit par un rapporteur (qui disposait d'une vingtaine de minutes pour poser une problématique) était suivi par un débat qu'on souhaitait conduit avec vivacité grâce à un jeu de questions précises et de réponses détaillées.

Les quatre thèmes étaient les suivants :

- Entre l'action de l'école et celle du plan d'aide y a-t-il concurrence ou complémentarité ? (rapporteur : G. ALLOMBERT, Inspecteur de l'Éducation Nationale à Suresnes-Puteaux).

- Comment dans un site donné (Celui d'Antony-Dunoyer, en l'occurrence) s'organise le temps des enfants avant, pendant et après les modules ? (rapporteurs : F. HUET, P. DUCOUSSET, D. GRAS. Cette dernière, parente d'élève, est gestionnaire de la BCD de l'école).

- Quels regards peut-on porter, en termes d'évaluation, sur le travail qui s'effectue dans les sites ? (rapporteur : G. PUECH, chargé d'une étude d'évaluation sur le PAL par le département).

- Pour 1991-1992 quelles orientations ? (rapporteur : Jean-Pierre BÉNICHOU, chargé de la coordination du PAL).

Nous avons enregistré la totalité des travaux. Une brochure est en cours d'édition qui reprendra, après réécriture, les principales interventions. L'ensemble sera présenté en huit textes. Pour ce numéro des AL, nous ne proposons qu'un texte intégral, le rapport de GEORGES ALLOMBERT. Pour le reste, nous nous contenterons de citer quelques extraits des autres interventions et de renvoyer nos lecteurs soucieux d'accéder à la totalité des informations aux Actes de la journée.

VUE SUR PAL

(Intervention de GEORGES ALLOMBERT, IEN)

Immergé comme vous, par le diaporama, dans le réel-tag des banlieues et dans le tempo de la vie-rock, je mesure le risque que je cours à prétendre vous intéresser au Plan d'Aide à la Lecture, du point de vue de l'Inspecteur de l'Éducation Nationale. Du point de vue du premier Hiérarque du système éducatif, du premier, donc du plus petit. Du responsable de cette unité de base qu'est la circonscription où il a mission, au nom de l'État, de contrôler, de réguler, d'animer la vie professionnelle de trois à quatre cents enseignants et la vie scolaire de six à sept mille enfants. Pour ce fonctionnaire, le PAL existe car il le rencontre dans sa pratique et dans les questions que les municipalités et les enseignants lui posent à son sujet. Il est donc peut-être utile de contribuer à l'analyse de cette relation.

Le responsable de l'État qu'est l'inspecteur peut avoir, pour une entreprise qui met en œuvre -comme l'indique le cahier des charges du PAL- "une activité hors de l'école, en liaison avec elle", le sentiment qu'il est confronté à une école alternative, à une école territoriale qui prétendrait se substituer au service public, qui viserait, du moins, à pallier ses insuffisances. L'inspecteur ne peut ignorer que cette entreprise parallèle évolue à un haut niveau d'investissement. Investissement financier : vu du service public, six millions de francs, ce n'est pas une paille, quand on sait que école peut espérer deux à trois mille francs d'un projet d'action éducative, pour peu qu'elle les avance et qu'elle accepte d'en attendre le remboursement pendant plus d'un an. Investissement en ressources humaines : vous êtes bien placés dans cette salle pour le savoir, qu'il s'agisse de qualification professionnelle ou d'engagement personnel.

Cette dysharmonie - ou cette harmonie discrète - entre le PAL et les responsables de l'Éducation nationale tient peut-être aussi au fait que le PAL rencontre le service public sur le terrain où il a mal : le terrain de l'échec ou de la réussite médiocre. Sur la difficulté qu'il éprouve à mener l'ensemble des écoliers à la maîtrise de la langue écrite et partant sur le terrain de sa co-responsabilité dans la défaillance des identifications personnelles et civiques autant que professionnelles. L'inspecteur de l'Éducation ressent d'autant plus mal ce défi que l'échec relatif du service public est indéfiniment médiatisé et que, plus il est outré, caricaturé, plus il fait vendre.

L'école territoriale qu'est le PAL semble en outre s'inscrire d'emblée - au niveau de son cahier des charges, de ses textes fondateurs, de ses rapports d'activité dans les objectifs assignés à la transformation du système éducatif. Ces objectifs viennent de faire l'objet d'une publication officielle, le PAL en nourrit sa pratique depuis deux ans. On pourrait évoquer "un délit d'initiés"... alors que les inspecteurs et les équipes de circonscription consacrent une part importante de leur

énergie et de leur compétence à "commencer" à les expliciter aux enseignants, à en mesurer avec eux l'intérêt, à évoquer la problématique de leur mise en œuvre...

Ce décalage est particulièrement évident au niveau des objectifs les plus pointus, sans doute les plus porteurs, relatifs aux "compétences à acquérir dans la maîtrise de la langue" et particulièrement ceux qui visent corrélativement la lecture et la production d'écrits.

Qu'on en juge avec ce seul exemple du cycle 1.

L'enfant doit pouvoir :

- identifier et savoir pourquoi on utilise différents supports d'écrits, livres, revues, journaux, dictionnaires, affiches, publicités, cartes, écrits documentaires, courriers.
- utiliser une bibliothèque, s'initier à de premiers classements, choisir un album, un livre, une BD, réunir une documentation.

L'inspecteur est optimiste quand il voit ces objectifs mis en œuvre dans les classes. Fort heureusement, cela lui arrive. Mais, ils définissent l'action même du PAL : Haut niveau d'investissement. Capacité à anticiper les objectifs nationaux et à les mettre en œuvre. Capacité à anticiper la ré-évaluation des "réseaux d'aide et d'adaptation". Le fonctionnaire de l'État en vient à se demander où se situe la réalité pédagogique. PAVLOV avait conçu pour son chien des dispositifs subtils. Il l'avait habitué, par exemple, à associer au plaisir (la nourriture) la représentation de l'ellipse, à la douleur (la décharge électrique) celle du cercle. En faisant varier les figures, il rapprochait progressivement l'ellipse du cercle. Au moment, où la chienne ne pouvait plus les distinguer, il abandonnait angoisse et désir pour choisir la névrose. À titre conservatoire, sans doute. Souhaitons-le au chien. Imaginer un tel traitement impliquait de la part du savant beaucoup d'intelligence ... et un brin de perversité. Je ne dénie pour ma part à certains inspirateurs du PAL ni l'intelligence ni la perversité. Aux inspecteurs de conserver une discrimination suffisante... même s'ils sont amenés à fonctionner à moyens constants (dans le 92, avec 55 postes en moins, c'est une litote).

Le Pal pose à l'inspecteur toutes ces questions mais il en pose une autre qui est plus décisive et qui concerne le partenariat. La disproportion des moyens, la valorisation constante des initiatives nouvelles et décentralisées, les dimensions électorales qu'elles véhiculent sont de nature à justifier la prudence des agents de l'État. Mais ceux-ci ne peuvent ignorer pour autant que le partenariat sous ses formes institutionnelles ou sauvages s'est installé dans le paysage politique. Il ponctuera les prochaines décennies. La prudence et la lucidité ne peuvent justifier ce retrait.

Le partenariat, il s'agit peut-être de l'apprendre car il ne va pas de soi, pose d'indéfinis problèmes d'identité et de territoire. Le PAL donne une occasion de s'y entraîner. Le modèle qu'il propose est "présentable" :

- il intervient sur l'ensemble de l'unité administrative puisqu'il couvre les 9/10 du département.
- il peut constituer un élément régulateur entre les villes
- il concerne potentiellement tous les enfants en difficulté qui souhaitent en bénéficier.
- il a ses propres instances de formation et d'évaluation.
- il met en œuvre, en somme, l'une des implications essentielles de la loi d'orientation qui vise la relation entre le service public et la "collectivité éducative locale".

Modèle interactif, il ne fonctionnera que s'il co-fonctionne. Son avenir serait sans doute chaotique s'il n'était qu'une vitrine du pouvoir local.

À en juger par votre présence dans cette salle, par votre présence dans les sites, après deux ans d'existence, il fonctionne. Et s'il y a lieu de se réjouir que plus des trois quarts de ses animateurs soient des enseignants, ce n'est pas en référence à un impérialisme de l'institution. C'est plutôt parce

que ce nombre même indique que, bien questionnés, les enseignants sont en mesure de répondre à des exigences nouvelles.

Et ce qui est en question dans l'avenir, c'est bien la mise en cohérence des initiatives de l'État et celles des collectivités territoriales, la complémentarité de leurs objectifs et de leurs moyens. Dans le cadre de la décentralisation, c'est la seule pratique politique qui permette à chaque acteur de l'entreprise éducative de participer au réglage nécessaire, dans un espace défini, de la stéréophonie des pouvoirs et des compétences différenciés.

DES ENFANTS AU TRAVAIL

(Extraits des interventions de FRANÇOISE HUET, DANIELLE GRAS et PIERRE DUCOUSSET, animateurs du site d'Antony-Dunoyer)

...Ce qui est important, et qu'il faut souligner avec force, c'est le prolongement, dans la classe, des activités conduites lors des modules.

- l'ensemble des enfants de l'école a connaissance par leurs camarades des livres achetés dans le cadre du PAL.

- la fréquentation de la BCD s'est accrue pour tous

- le travail, pour être efficace, s'est toujours appuyé sur des motivations réelles qui consistent à répondre à des commandes de travail venues des autres classes ou même de l'extérieur de l'école...

...Il s'agit de mettre en place toute une série d'animations... On choisit, par exemple, un thème et on planifie les activités de telle manière qu'avec les enfants on puisse analyser et comparer les différentes manières utilisées par les auteurs étudiés pour organiser leurs textes...

...toutes les fois où un enfant ou un groupe d'enfants a besoin, pour réaliser son projet, d'un ou plusieurs écrits, la prise d'informations rend sa véritable dimension. L'enfant procède alors comme un chercheur : il traite l'information qui lui est nécessaire.

...l'écriture,... le rôle du journal dans ce domaine est irremplaçable. Il permet de concrétiser tout ce qui a été assimilé. Lourde tâche, en vérité, où l'écriture - et la réécriture - doit donner de la force à ce que chacun veut exprimer. Les premiers résultats obtenus sont tout à fait encourageants et on voit les enfants utiliser l'écriture comme un moyen spécifique. Une barrière tombe lentement qui interdisait, jusque là, l'accès à cet outil de pensée qu'est la pratique de l'écriture.

...une remarque d'un enfant de quatre ans pour terminer : "*maintenant j'ai compris que les mots qui sont écrits, ça veut dire des choses et puis quand je les écris je comprends mieux encore.*"

UNE ÉVALUATION EN CHANTIER

(Extraits de l'intervention de G. PUECH)

... la pièce maîtresse de l'étude, c'est "OPALE 2" (O comme Observatoire, PAL comme PAL, E pour souligner la place de l'écriture au sein des préoccupations). Elle comporte :

- un questionnaire de pré-enquête (OPALE 2 A) :

Il est diffusé sur l'ensemble des sites pour

- 1) cibler les questions quant à l'observation des résultats des enfants
- 2) solliciter le terrain et l'inciter à l'évaluation.

- un questionnaire définitif (OPALE 2 B) :

☞ **Aux enfants.**

Les tests proposés sur l'ensemble des sites au quatrième semestre en cours, et en fin de semestre, sont considérés comme l'essentiel de la question posée aux enfants. L'essentiel seulement, en effet... d'autres modalités sont prévues, notamment pour les enfants de cycle 1.

☞ **Aux animateurs des modules.**

Les animateurs des modules ont, en partie, fait passer les tests aux enfants et ils ont eu à en noter les résultats. D'autre part, ils ont tous été interrogés dans le cadre du questionnaire de pré-enquête. Enfin des rapports d'activité en provenance des sites font état des résultats pour les trois premiers semestres de l'exercice.

...il sera donc attendu des animateurs et des responsables des sites qu'ils répondent essentiellement au questionnaire d'identification de la population et l'étude de leurs rapports d'activité sera approfondie...

☞ **Les maîtres dans les classes.**

Il est encore impossible, par manque d'information, de connaître le nombre exact de maîtres dans les classes qui auront eu des élèves bénéficiant du PAL. Dans le cadre du questionnaire définitif, ces maîtres ont toutefois été interrogés sur l'évolution de leurs élèves.

☞ **Les parents.**

Sans doute les parents ne sont-ils pas toujours à même de se rendre compte des compétences scolaires de leurs enfants ni d'en observer les performances mais, dans la mesure où un changement d'attitude de l'enfant est escompté, dans son rapport au livre et pas seulement en classe, il était intéressant de demander aux parents s'ils avaient constaté, en quelque manière, un changement dans le comportement de l'enfant.

☞ **à propos de calendrier :**

Deux des quatre phases de l'étude sont maintenant achevées (l'instrumentation et la collecte d'informations). Les deux autres seront conduites dans les prochaines semaines (traitement de l'information et mise en forme des conclusions). Le document final sera présenté au Département début septembre et pourra alors être publié...

ORIENTATIONS POUR 91-92

(Extraits de l'intervention de JEAN-PIERRE BÉNICHOU)

L'ensemble des recommandations entendues le 8 juin pourrait être regroupées en 4 grandes catégories :

☞ **Conforter les équipes**

...il nous faut affiner ensemble le concept "d'enfants en difficulté". Il serait contraire, en effet, à l'esprit du travail entrepris de renvoyer chacun à sa propre conception des besoins.

...il nous faut ensuite améliorer notre dispositif de formation, au profit des animateurs de modules et de ceux de nos partenaires qui souhaiteront s'y associer...

...il faut amplifier également l'aide technique à apporter aux acteurs pour utiliser mieux encore les nouvelles technologies...

...il faut enfin améliorer le fonctionnement des sites...

☞ **Développer le réseau**

...Nos tentatives pour élargir à d'autres qu'aux seuls acteurs directs nos préoccupations, si elles n'ont pas été véritablement un échec, n'ont pas produit les résultats escomptés...

...notre ambition est de dégager les conditions d'élaboration de véritables politiques en faveur de la lecture dans les quartiers et dans les villes...

...la démarche à adopter ? ...

...réévaluer nos pratiques, constamment, et sortir de la seule juxtaposition des actions pour aller vers l'invention, en commun, de modalités adaptées aux besoins des individus et des groupes...

☞ Amplifier les innovations

- du côté des enfants : soutenir la production de "circuits courts"
- du côté des acteurs : mettre les sites du PAL au service de groupes constitués pour les aider à réaliser leurs propres projets... et, par là, leur donner les moyens d'agir en grandeur réelle...
- du côté de l'école : ...considérer le site du PAL comme un moyen supplémentaire au service du projet de l'école...
- du côté des parents : ...organiser dans quelques sites qui le souhaitent des ateliers au profit de parents désireux d'engager, pour leur propre compte, un travail sur la lecture-écriture.

☞ Engager des recherches

...il s'agit de poursuivre le mouvement engagé dans le domaine de l'évaluation et dans celui de la recherche-action. Dans le premier cas, le rôle de la cellule d'évaluation mise en place par le département, sous la présidence du Recteur FLOUZAT, reste déterminant. Dans le second, le travail d'analyse des pratiques devra être poursuivi... et amélioré.

...il s'agit également de donner suite à deux possibilités. L'une, en liaison avec l'organisme qui prendra la suite de l'École Normale, l'Institut Universitaire de Formation des Maîtres, pour promouvoir des recherches fondamentales dans le domaine de la littérature de jeunesse, par exemple. Cet organisme comportera un groupe de recherche et d'action autour de la lecture (GRAAL) destiné à servir, entre autres fonctions, de point d'appui au centre académique de classe-lecture déjà en place à Nanterre... l'autre, en demandant à entrer, aux conditions générales, dans la recherche initiée par l'AFL sur l'évaluation des politiques de lecture (ICARE).

QUATRE POINTS DE VUE ET/OU INTERROGATIONS

• un professeur d'école normale : D. DENIS

... *Que révèle l'invention du PAL ? une chose déterminante qui conjugue une qualité historique (pré-historique ?) du milieu enseignant - fait de compétence au service d'un idéal de transformation sociale - avec une volonté politique portée par une collectivité territoriale, ici un département....*

• un syndicaliste : P. SARRE qui pose 4 questions :

- *N'y a-t-il pas, avec le PAL, transfert de responsabilité de l'État vers une collectivité locale ?*
- *Qu'en est-il, d'un département (riche) à l'autre (moins riche), de l'égalité face au droit à l'éducation ?*
- *Comment gère-t-on le capital d'énergie des enseignants, sollicités qu'ils sont, désormais, par tous ces plans de rénovation, de développement, de zone etc. ?*
- *Qui peut garantir la nécessaire permanence du PAL ?*

• le directeur général des services administratifs du département : MICHEL GAUDIN

...*notre idée était d'associer le monde de l'enseignement à celui des collectivités territoriales...*

...*une des originalités de notre plan de lutte contre l'échec scolaire consistait à souhaiter que ce plan soit monté en concertation. Nous avons donc eu un certain nombre de réunions au sein du Conseil Départemental de l'Éducation Nationale (CDEN) et je regrette un peu que les questions fort importantes qui ont été évoquées alors, notamment le problème de la répartition des compétences entre l'État et les collectivités, aient quelquefois occulté le problème de fond...*

...je suis très satisfait pour ma part d'avoir entendu ce matin, sur le fond, un certain nombre de réflexions fort intéressantes et d'avoir participé à des débats aussi riches...

• l'Inspecteur d'Académie : HENRI FOLLIET

...nous avons assisté à un débat qui portait sur le fond même et la signification du plan d'aide à la lecture...

...ce qui manque le plus aux enfants comme aux adolescents et aux adultes qui ont perdu le contact avec la langue écrite, c'est la dimension sociale de cette pratique...

...l'école seule ne peut rien sans un environnement suffisant.

Ce dernier, lorsqu'il existe, permet aux apprentissages de se développer pour fonder la base de pratiques sociales riches... ceci montre l'originalité d'une expérience comme la vôtre et justifie le cadre partenarial dans lequel elle s'inscrit...

...je tiens à remercier tous ceux qui sont là : je sais qu'ils sont à la fois les acteurs et les militants de cette action....

JEAN-PIERRE BÉNICHOU